

Comment éviter la guerre avec la Corée du Nord ?

La température ne cesse de monter entre la Corée du Nord et les Etats-Unis, avec des provocations toujours plus violentes. Comment éviter alors une escalade non plus verbale mais militaire ? Passage en revue des solutions.

L'escalade verbale entre Kim Jong-un et le président américain Donald Trump ne semble décidément pas vouloir s'arrêter. Après la menace du président américain, mercredi 9 août, de répondre par "le feu et la colère" aux provocations nord-coréennes, c'est au tour du leader coréen de riposter. Il a annoncé, jeudi 10 août, l'élaboration d'un plan de "tir simultané" de quatre missiles de portée intermédiaire. Ils s'écraseraient à 30 ou 40 kilomètres des côtes de Guam, s'abîmant ainsi à l'extérieur des eaux territoriales américaines. Pour commenter ce plan, le général Rak-Gyom, commandant des forces balistiques nord-coréennes, a ajouté à l'agence officielle KCNA : "Un dialogue sensé n'est pas possible avec un tel gars dépourvu de raison."

Trump a pourtant averti la Corée du Nord que la poursuite de ses ambitions nucléaires pourrait aboutir à la fin pure et simple du régime. On n'a cessé de compter les points dans cette bataille de mots et de menaces. Mais elles seraient restées lettres mortes si un rapport de l'agence de renseignement militaire, la DIA, révélé par le Washington Post, n'avait pas mis au jour les progrès de Pyongyang. Le régime aurait désormais acquis la technologie pour miniaturiser les têtes nucléaires et les poser sur des missiles balistiques. Jamais la température n'est montée aussi haut. Comment éviter le pire ?

1. Le retour aux relations diplomatiques

L'état actuel des tensions laisse en effet redouter une escalade non plus verbale mais militaire. Pour Antoine Bondaz, enseignant à Sciences-Po et spécialiste des deux Corées, il faut dès à présent reprendre le dialogue. Il prévient toutefois : "Ça ne veut

pas dire reprendre les négociations, mais échanger sur ses positions respectives et ainsi éviter les erreurs de calculs et d'appréciation." Comprendre ici le raccourci fait par les médias et le gouvernement américain concernant la menace envers l'île de Guam. La déclaration exacte de Kim Jong-un à la KCNA disait qu'il étudiait "le plan opérationnel afin de faire feu sur les zones situées AUTOUR de Guam avec une fusée balistique". Et c'est bien de cette approximation qu'est repartie l'escalade verbale. Faire ce raccourci peut mener à terme à des "erreurs d'appréciation qui peuvent conduire à l'escalade militaire", estime Antoine Bondaz.

Ces erreurs de communication pourraient justement être évitées si les deux partis revenaient à la table des discussions. Deux solutions s'offrent à eux, celle du canal de New York, historique pour ces nombreuses rencontres à l'ONU entre diplomates nord-coréens et américains. L'envoi de diplomates américains à Pyongyang est également envisageable.

2. La solution militaire

"Il ne peut purement et simplement pas y avoir de solution militaire", affirme Antoine Bondaz. La solution militaire en question, ce serait des frappes préventives sur des installations militaires nord-coréennes. Les renseignements américains ne disposent déjà pas de suffisamment d'informations sur la localisation des laboratoires et des missiles. Elles sont jalousement cachées et protégées par le régime nord-coréen.

Le coût humain serait aussi bien trop important. A terme, des frappes préventives américaines renverseraient sans aucun doute le régime nord-coréen, mais ne pourraient empêcher une riposte de la part de la Corée du Nord. Et sa cible est toute trouvée et à portée de tir : la ville de Séoul qui compte pas moins de 10 millions d'habitants. Le coût économique et politique qui est résulterait est également inimaginable pour les Américains.

3. La stratégie du fou

Les Etats-Unis n'arrivent pas à se mettre d'accord sur la stratégie à adopter. Le président Donald Trump donne clairement dans l'impulsivité, lorsque le secrétaire d'Etat Rex Tillerson vise la perspective du retour au dialogue. Sont-ils tentés d'employer la "théorie du fou" que l'administration Nixon avait employée dans les années 1970 ? Celle-ci visait à faire croire aux leaders du bloc communiste que le président était irrationnel, imprévisible et surtout capable de déclencher une attaque surprise. Pour Valérie Niquet, chercheuse à la Fondation de la recherche stratégique et spécialiste de la Chine, le jeu de Donald Trump peut fonctionner avec Pékin.

"L'avantage de cette gesticulation verbale, c'est que Xi Jinping a compris qu'il avait en face de lui un dirigeant américain qui n'est pas raisonnable, ce qui l'inquiète fortement", explique-t-elle. C'est un signal fort envoyé à la Chine : si elle ne passe pas la vitesse supérieure pour contrôler le régime nord-coréen, elle prend le risque d'une intervention préventive des Etats-Unis et donc de l'effondrement du régime, impensable pour Pékin.

La Chine a d'ailleurs déjà fait évoluer ses positions. Après le vote des sanctions, dimanche 6 août, au Conseil de Sécurité de l'ONU, le ministre des Affaires étrangères chinois a déclaré publiquement lors du sommet de l'Asean que la Corée du Nord devait arrêter les essais provocateurs.

4. La solution chinoise

Dans un récent tweet, Donald Trump s'est dit "déçu" de l'inaction de la Chine dans le conflit qui l'oppose à la Corée du Nord. Il est vrai que Pékin a toujours joué un jeu ambigu. La Chine vote les sanctions, alors que les rapports de l'ONU, le dernier datant de février 2017, ne cessent de relever son manque de rigueur à mettre en place les sanctions économiques. Pis, depuis 2006, date des premières sanctions économiques, le commerce entre les deux pays a été multiplié par dix, plaçant la Chine en partenaire commercial de la Corée du Nord presque exclusif, loin devant la Corée du Sud. La Chine est également le principal fournisseur de pétrole de la Corée du Nord. Un embargo sur le pétrole, c'est justement ce qui manque pour Valérie Niquet, "car sans pétrole, il ne peut pas y avoir d'armée".

La Chine cherche également à garder cette zone tampon, car une Corée réunifiée qui ne serait pas prochinoise n'est pas dans ses intérêts. Ce serait même vu comme un gain stratégique pour les Etats-Unis et donc une défaite pour la Chine. Mais nul doute que le grand voisin préférerait néanmoins un régime plus ouvert en Corée du Nord, pour lui permettre de faire plus de commerce. D'autant plus que cette escalade oblige les Etats-Unis à rester dans la zone d'influence privilégiée des Chinois, prêts à intervenir en permanence.

5. La solution de la dénucléarisation

Pour Antoine Bondaz en tout cas, les solutions à long terme passeront par le médiateur chinois. Il n'est certes pas neutre mais pour autant, il souhaite favoriser le dialogue, bien que la Corée du Nord juge ce problème d'ordre bilatéral : eux et les Etats-Unis. "Pékin est un élément de la solution. Mais celle-ci va aussi dépendre des objectifs des Etats-Unis", admet le spécialiste. Les Etats-Unis veulent-ils une

dénucléarisation de la Corée du Nord, un objectif à très long terme, d'autant plus que Pyongyang l'exclut, ou un gel des capacités nucléaires nord-coréennes ? Cette question doit être éclaircie au plus vite.

Une reconnaissance de la Corée du Nord comme puissance nucléaire, demandée par Kim Jong-un, est impensable pour l'ensemble de la communauté internationale. Cela affaiblirait encore plus le traité de non-prolifération et pourrait favoriser la nucléarisation du Japon et de la Corée du Sud. Il est possible en revanche de reconnaître de facto que c'est une puissance nucléaire, comme avec l'Inde et le Pakistan et opter pour une limitation des armements, pour éviter que la menace ne s'accroisse. "Cela permettrait de faire revenir le dialogue avec la Corée du Nord et de faire fonctionner la dissuasion de manière classique, comme elle a fonctionné depuis la fin de guerre de Corée en 1953", conclut Antoine Bondaz.

Des solutions vont en tout cas devoir être prises rapidement, car la Corée du Nord n'est plus le seul pays dont l'image internationale souffre de cette affaire. En Europe, Angela Merkel a appelé, mercredi 9 août, à la retenue des deux parties. Cela vaut donc également pour le président américain.

Justine Benoit